

L'entité israélienne entre pérennité et stratégie de survie **The Israeli entity between sustainability and survival strategy**

Hamdis Makboula

l'université Blida 2 – Lounici Ali-Algérie m.hamdis@univ-blida2.dz

Date de soumission: 02/06/2021; **Date d'acceptation:** 03/03/2022 ; **Date de publication:** 27/04/2022

Résumé :

La guerre Gaza-Israël de 2021 a fait basculer l'équilibre des forces au Moyen-Orient en faveur de la résistance armée et populaire palestinienne, et a mis à nu les failles de la stratégie sécuritaire israélienne conçu depuis la naissance de cette entité en 1948.

Des guerres expansionnistes à la dissuasion nucléaire, sans oublier la construction des colonies de peuplement et du mur ségrégationniste de protection, ainsi que la perfection du renseignement et le soutien du lobby pro-israélien, aujourd'hui Israël se trouve incapable d'assurer la défense de son peuple et à garantir la pérennité de son existence sur la terre de la Palestine.

Mots clés : Entité israélienne ; stratégie sécuritaire israélienne ; guerres expansionnistes ; Printemps arabes ; Renseignements israélien ; Lobby pro-israélien.

Abstract:

The Gaza-Israel war of 2021 shifted the balance of power in the Middle East in favor of Palestinian armed and popular resistance, and exposed the flaws in the Israeli security strategy that was designed since the birth of this entity in 1948.

From expansionist wars to nuclear deterrence, without forgetting the construction of settlements and the segregationist wall of protection, as well as the perfection of intelligence and the support of the pro-Israel lobby, today Israel finds itself unable to ensure the defense for its people and to ensure the sustainability of its existence in the Palestinian land.

Keywords: Israeli entity - Israeli security strategy - expansionist wars -Arab Spring - Israeli intelligence - Pro-Israel lobby.

Introduction :

Depuis la création de « l'Etat d'Israël » en (1948), cet Etat vit en état d'urgence permanent, la menace interne et externe l'oblige à choisir une stratégie sécuritaire performante afin d'assurer la survie du peuple israélien, en l'occurrence, il faudrait pour ce peuple de vivre dans des frontières définies et défendables.

Du plan de partage de (1947) en passant par le tracé d'amnistie de (1949) jusqu'aux frontières conquises par la guerre de (1967), Israël a pu assurer une paix fragile après des concessions douloureuses (traité de paix israélo-égyptien de 1979, israélo-jordanien de 1994, et d'autres pays dans le cadre de la normalisation des relations israélo-arabe), pour autant, son retrait unilatéral du sud Liban (2000) et de la Bande de Gaza (2005), n'ont pu lui procurer une paix tant recherchée.

Pour faire face aux multiples menaces contre Israël, le régime sioniste a choisi l'option militaire mais aussi d'autres options dans sa stratégie sécuritaire, de la légitime de défense à la guerre contre le terrorisme le combat est irréversible faisant du Moyen-Orient une région instable depuis la création de « l'Etat Hébreu », et pour assurer la pérennité du régime sioniste statuaire et la survie de la population israélienne, Israël s'est enfermé dans une logique de protection et d'enfermement qui l'expose devant la problématique suivante:

- Est-ce que la stratégie sécuritaire israélienne a atteint ses objectifs conçus depuis la création de « l'Etat d'Israël » ?

Pour répondre à cette problématique, d'autres questions s'imposent comme :
Comment Israël a procéder pour défendre ses frontières ? Et quels sont les autres options dans sa stratégie sécuritaire sioniste au niveau national et international ?

Cette étude traite le sujet par une approche analytique, divisant le sujet en deux parties essentielles, la première est consacrée à la stratégie de la politique expansionniste de « l'Etat Hébreu » pour la défense d'Israël (première hypothèse), la deuxième partie traite les autres aspects de la stratégie de défense conçue par le régime sioniste (deuxième hypothèse).

L'objectif de cette recherche est d'analyser le lien de causalité entre la stratégie sécuritaire de « L'Etat d'Israël » et le statu quo sur les territoires arabes occupés et qui a aboutit à l'explosion de la troisième intifada en Mai 2021.

Première partie : La stratégie de la politique expansionniste de L'entité israélienne

La sécurité de « L'Etat d'Israël » comporte trois éléments indissociables, le premier est relatif à la légitimité d'Israël, le deuxième concerne les frontières définies et défendables, et le troisième point est lié directement à la menace constante contre la survie de cet Etat.

Israël s'obstine à prévaloir ses revendications religieuses, historiques et juridiques contestées jusqu'à ce jour, applique une stratégie sécuritaire pour défendre des frontières ambiguës des territoires conquis à travers les guerres, puissance occupante des terres palestiniennes, le régime sioniste s'octroi le droit de perdurer l'éternel ennemi des juifs « L'antisémitisme », qui a couté la vie à six millions de juifs innocents et le droit a un Etat viable et sécurisé pour les rescapés « d'Auschwitz ».

Chapitre 1 : Armée et industrie d'armement de l'entité Israélienne

La création de « L'Etat d'Israël » par la communauté internationale (plan de partage de la Palestine en 1947) a conduit cet Etat dans une logique de guerre permanente, contesté par les palestiniens et le monde arabe, Israël joue le rôle principal dans les conflits armés au Proche-Orient depuis plus de (70) ans, cette situation l'oblige à bâtir une des meilleures armées du monde et à se doter d'armes conventionnelles et de destruction massive.

Dans un environnement hostile, Israël doit se munir d'une infrastructure complète de défense, l'Etat juif doit pouvoir assurer sa profondeur stratégique, défendre les points vitaux et protéger sa population dans les zones urbaines surpeuplées le long de la plaine et la région de Jérusalem.¹

Pour assurer la survie de « L'Etat d'Israël » ancré au cœur de la nation arabe, des stratèges, experts militaires et diplomates au service du régime sioniste statutaire de cet Etat, travail en permanence pour réaliser cet objectif, mais sans une armée performante, un armement de technologie de pointe et une dissuasion nucléaire, jamais cet objectif ne sera atteint.

En conséquence, Israël est devenu un des Etats les plus militarisés du monde, et actuellement le leader du développement de la production de technologie hautement développée dans l'industrie d'armement et de sécurité, celle-ci engloutissent beaucoup d'argent, mais sont aussi une source permanente de profits par la vente des connaissances de produits générés et élaborer par l'armée israélienne.²

Section 1 : L'Armée de défense d'Israël: Fondation, objectifs et exploits

Israël se vante d'être l'unique démocratie dans la région, elle possède une armée commandée par un gouvernement élu, IDF ou Tsahal³ est une armée qui a été formée à la base par un certain nombre de juifs armés (organisations de défense)⁴ avant la création de « l'Etat d'Israël », après l'indépendance le gouvernement provisoire a décrété l'ordonnance N°04 signée par le premier ministre D. Ben Gourion stipulant la constitution des forces de défense israéliennes unifiées après un long processus qui a duré près de six mois.⁵

Parmi ces groupes de défense, La Haganah était la mieux organisée et représenter la force militaire du peuple juif qui lutte pour l'indépendance politique de « la terre promise ».

Pour Israël, Ce groupe de défense a fourni une protection militaire pour l'entreprise de colonisation juive à l'échelle nationale et qui a engendré onze colonies dans le Néguev, donc sans l'expérience, la planification, la capacité opérationnelle de commandement, la loyauté et la bravoure de ses membres, le Yichouv ne pouvait pas résister et jamais « l'Etat d'Israël » n'aurait vu le jour à l'époque.⁶

¹ Freedy Eytan, La nouvelle donne géopolitique, Les revendications légitimes de l'Etat d'Israël pour une paix juste et viable, Centre des affaires publiques et de l'Etat – CAPE, Jérusalem for public affairs – JCPA, 2011, p6

² Agnes Küng, l'industrie d'armes et de sécurité israélienne, Palestina Info, Numéro spécial, BDS Suisse en collaboration avec Palestine solidarité, région Basel, 15 Janvier 2014, p 5.

³ IDF : Israël Défense Forces, TSAHAL : Tsva Haganah Lisrael

⁴ Haganah (Défense), Palmach (*Plugot Maḥatz*, « unité de choc »), Lehi (Lohamei herut Israel), izl(irgoun zevai leummi)

⁵ IDF : Israel defense forces, Jewish Virtual Library, American-Israeli cooperative enterprise, 2016.

⁶ Me'ir Pa'il, Les organisations juives de défense : l'évolution de l'armée de défense juive en Palestine

Source : Ministère israélien des affaires étrangères, jewish virtual library

http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Society_&_Culture/IDFtoc.html

vue le 20/03/2016

Aujourd'hui, Israël se targue d'avoir effectué (18) opérations et guerres dans le cadre de l'application de sa stratégie sécuritaire depuis son indépendance en (1948) jusqu'à ce jour.

- L'armée israélienne (TSAHAL) est considérée aujourd'hui comme l'une des meilleures au monde, elle suscite admiration, critiques, débats et polémiques dans la région du Proche-Orient et du monde entier qui est en pleine recomposition géopolitique, pendant la guerre de Gaza (2008-2009), les israéliens et leurs alliés lui ont rendu hommage pour avoir réussi à éviter à commettre des crimes à vaste échelle, Tsahal n'a pas choisi la politique de la terreur, des destructions et des atrocités massives, les forces de sécurité en pu diminuer « les attentats terroristes » sans recourir aux méthodes de l'armée française en Algérie ou des russes en Tchétchénie.¹

Certes est la perfection et le professionnalisme de TSAHAL qui dénombre moins de morts palestiniens que les victimes des régimes arabes (septembre noir et les massacres de Sabra et Chatila, et autres).

- Le bilan en vie humaines du conflit israélo-arabe entre (1950 -2007) classe ce conflit en 49^e position avec (51000) victimes, alors que les victimes de l'affrontement entre le gouvernement jordanien et les palestiniens (1970 – 1971) septembre noir à lui seul se chiffre à (25000) morts.²

- Cependant, cette armée qui se vante d'avoir éviter de commettre des génocides à grandes échelles a été constituée « d'organisations de défense d'Israël » citées précédemment, comme la Haganah, Irgoun, Lehi et sterne qui ont été à l'origine de l'expulsions de (800000) palestiniens pris de panique après des massacres commis par ces organisations de défense israéliennes, et que vient confirmer les nouveaux historiens juifs contrecarrant l'historiographie israélienne traditionnelle qui a toujours affirmé leur départ volontaire.³

Qu'en à la démocratie prônée du fait que l'armée est sous le commandement d'un gouvernement élu, il faut souligner que les postes les plus importants et notamment celui de premier ministre ont toujours été occupés par d'anciens généraux à la retraite, le prestige de TSAHAL vient du fait que c'est grâce à l'armée qu'Israël s'est créé puis s'est agrandi et peut exister dans un environnement hostile, son pouvoir est si grand que c'est une exception parmi les pays démocratiques.

L'armée s'est opposée au processus de paix et a pris des initiatives afin de le saboter, et pour assurer la sécurité de la population israélienne, L'ex premier ministre A. Sharon a construit le Mur avec la quasi responsabilité d'anciens militaires, maître d'œuvre de la clôture illicite de béton, ceci dit que durant les premières décennies de l'Etat israélien il y avait une armée de protection et de défense du territoire qui s'est transformée après 1967 en une armée de conquête et d'occupation.⁴

TSAHAL grande puissance idéologique capable de former des jeunes israéliens en trois ans de service militaire s'est vu confronter à une montée de l'objection de conscience pendant la seconde intifada, mais avant aussi pendant la guerre du Liban, le mouvement « Yesh Gvoul » (Il y a une limite) avait rassemblé des jeunes soldats refusant d'aller faire la guerre au pays du

¹ Alain Dieckhoff, samy Cohen, Israël et son armée, Société et stratégie à l'heure des ruptures, Etudes de IRSEM Mai 2010 N°3, L'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, 1,2/6

<http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/etudes/etude-de-l-irsem-n-3>

vue le 28/03/2016

² Gunnar Heinsohn et Daniel Piper, Arab-israeli fatalities Rank 49/4, Adaptation française : Alain Jean Mairet, Front page magazine.com, 08 octobre 2007, p 3/4 .

³ Sébastien Boussois, Israël entre Quatre Murs : La politique sécuritaire dans l'impasse, Bruxelles, GRIP Groupe de recherche et d'informations sur la paix, 2014, p 13.

⁴ Mathieu Le Quang, Israël/Palestine : Le Mur contre la paix, Séminaire « crises et relations internationales » université Lyon 2, institut d'études politiques de Lyon, année universitaire 2004/2005.

Cèdre, d'autres mouvements ont vu le jour comme « Serouv » (Refus) de la répression exercer sur les palestiniens, mais le phénomène n'a pas persisté lors des guerres de (2006-2009-2012..).¹

Section 2 : Des armes conventionnelles à la dissuasion nucléaire

« Depuis l'indépendance et jusqu'à ce jour, Israël agit en fonction d'une doctrine sécuritaire dont l'efficacité militaire va en sens contraire de la finalité politique, si les israéliens renforcent leur sécurité militaire, ils réduisent leur chance de la reconnaissance politique ».

Cette analyse de la stratégie sécuritaire israélienne est l'œuvre de (R. Aron) grand penseur français qui en (1976) a été frappé par la contradiction entre la puissance militaire d'Israël et l'absence des résultats politiques que cela lui permettait d'obtenir, les israéliens gagnèrent des batailles qui ne leurs permettaient pas d'atteindre leur but politique mais de les en éloigner.²

A - Armes conventionnelles : Le Proche-Orient a été et demeure toujours le client numéro un des vendeurs d'armes vu les affrontements en parallèles du conflit israélo-arabe, malgré une régression dans la vente des armes entre (2005- 2007), et d'après le classement (SIPRI)³, Israël se positionne à la 6^e place après les Emirats arabes unis classés en (4^e) place.

Aux Etats-Unis, après la chute du bloc soviétique et la victoire de la guerre du golfe (1991), ils prennent la tête des ventes d'armes dans le monde avec (30) milliards de dollars qui seront investis dans l'industrie de l'armement, leurs premiers clients sont les émirats arabes et Israël, ce dernier reste le client principal vu l'aide militaire annuelle qu'il reçoit des Etats-Unis (03) milliards de dollar chaque année, l'armement acheté n'est pas dissuasif, il a été utilisé plusieurs fois dans les opérations militaires contre les palestiniens et la guerre au Liban et ont suscité la condamnation des organisations internationales vue leurs caractère destructif prohibé par le droit humanitaire, les dépenses militaires israéliennes ont atteint pour la seule année (2009) la valeur de (14309) millions dollars.⁴

La production locale d'armement est constituée de :

- IAL : Israël Air Craft Industrie créée en (1953) et homologuer par la Grande Bretagne et les Etats-Unis spécialisée dans la réfection et l'entretien des avions civils et militaires et produit aussi des avions de transport (Kfir Arava Westwind).
- IOC : Complexe industriel du corps israélien d'artillerie de Tel a Shumer fabrique le char de bataille(MBT) Merkava.
- IMI : Israeli Military Industrie, fabrique une vaste gamme de munitions de différents calibre, des missiles de champs de bataille de portée intermédiaire, et la liste est longue, elle comporte des firmes pour la fabrication des bâtiments d'attaques (Chantier Naval de Haïfa).⁵

¹ Alain Gresh et Dominique Vidal, les 100 clés du Proche-Orient, Nouvelle édition, Plurielle, Espagne, 2011, p400,401.

² Pascal Boniface, De la guerre des étoiles aux printemps arabes, Armand Colin, IRIS éditions, Paris, 2013, p 183

³ SPIRI :Stockholm international peace research institute

⁴ Alain Gresh et Dominique Vidal, Op-cit, p 104-110.

⁵ GI Saad Eddine Chazly, L'option militaire arabe, Traduit de l'Anglais par Yamina Hellal, Entreprise nationale du livre, Alger, 1990, p 56 – 58.

B - Armes de destruction massive : la première guerre du golfe entre l'Irak et l'Iran (1980-1988), ainsi que la deuxième guerre du golfe (1990-1991), ont démontré que le Proche-Orient était désormais mûr pour une guerre de missiles, donc des armes conventionnelles qui pourraient transporter des armes de destruction massive.

Ces armes (conventionnelles) ont été utilisées par des groupes non étatiques (Hamas à Gaza et Hezbollah au sud Liban en 2006), ces missiles peuvent être dotés de têtes chimiques, biologiques ou nucléaires.¹

C -Le nucléaire israélien : La puissance militaire israélienne a atteint ses plus haut niveaux quand celui-ci s'est doté de l'arme nucléaire comme arme suprême de dissuasion, et a empêcher que nul autre que L'Etat Hébreux ne la possède, si pour certains pays nucléaires cette arme n'a pas pour but de gagner la guerre, mais de l'empêcher, car les armes nucléaires tactiques détruiraient ce qu'elles sont censées défendre.²

Pour cela, la doctrine nationale de dissuasion de « l'Etat Hébreux » est la suivante :

Israël a ouvert la voix dans la région en se dotant de la bombe A (1966) grâce à la France, puis de la bombe H en collaboration avec l'Afrique du sud et Taiwan en fin de (1970), et en (1986) le stock nucléaire israélien a atteints (200) bombes et on l'évalue à (300) bombes en (2010).³

Officiellement, le président d'Israël « E. Katzir » déclarait le 1^{er} Décembre (1974) :

« Il a toujours été dans nos intentions de dégager un potentiel nucléaire, ce potentiel est désormais en notre disposition ».

Effectivement, le réacteur nucléaire de « Dimona » peut garantir à Israël assez de plutonium pour produire deux bombes tous les trois ans, mais les réserves s'élèvent aujourd'hui à plus de (300) bombes et le réacteur de Dimona ne peut produire que (1/10), cela suppose qu'Israël a eu accès à des moyens annexes pour construire cet arsenal nucléaire.⁴

D - Le nucléaire au Moyen-Orient, Chasse gardée d'Israël

La stratégie de dissuasion nucléaire israélienne implique l'interdiction de toute acquisition de l'arme nucléaire par un pays voisin ou proche d'Israël, ceux-ci dit que ce dernier a déclaré la guerre expressément à tout ceux qui prennent cette voix, et le début fût avec la destruction du réacteur nucléaire irakien « Osirak » le (7 juin 1981) par des chasseur F16 israéliens, cette agression contre un Etat souverain est une violation flagrante de la sécurité et de l'ordre international, Israël a refusé de signer le traité de non prolifération (TNP), par contre l'Irak l'avait fait.⁵

Le programme nucléaire syrien connaît le même sort, le (25 Avril 2008) La secrétaire d'Etat américaine (C. Rice) écrit une note aux représentants diplomatiques américains à l'étranger ou elle confirme :

« Le 6 Septembre 2007 Israël a détruit le réacteur nucléaire construit secrètement par la Syrie, apparemment avec l'aide de la Corée du nord » et d'ajouter « Nos experts en renseignement sont convaincus que l'attaque visait bien un réacteur du même type que celui construit par la Corée à Yong Byon et qu'il n'a pas été construit dans un but pacifique, et quand Israël a attaqué il ne restait que quelques semaines pour qu'il devienne opérationnel », mais la Syrie a

¹ Alain Gresh et Dominique Vidal, Op-cit, p 118.

² Pascal Boniface, De la guerre des étoiles aux printemps arabes, Op-cit, p 62.

³ Alain Gresh et Dominique Vidal, Op-cit, p 118.

⁴ GI Saad Eddine Chazly, Op-cit, p 60.

⁵ Ibid, p 66

toujours démenti que le site bombardé était un site nucléaire, mais un site militaire en cours de construction.¹

Par contre, le dossier nucléaire iranien est un véritable défi pour la sécurité d'Israël dans la mesure où l'Iran n'est ni l'Irak ni la Syrie et s'aventurer à envoyer des chasseurs pour détruire le site nucléaire iranien embraserait la région dans une guerre avec des dégâts incontrôlables, donc la stratégie israélienne concernant l'élimination de toute puissance nucléaire dans la région, allait changer.

Dans un article publié Le (16 Février 2011) le quotidien israélien Haretz rend hommage aux services rendus par le chef d'Etat Major israélien (2007-2011) dans une soirée d'adieu, laisse supposer qu'Israël a saboté les programmes nucléaires iraniens et syrien, la destruction du réacteur syrien d'Al Kibar (2007) et le développement du virus informatique (Stuxnet)² destiné à saboter le programme nucléaire iranien n'ont jamais été revendiqué officiellement par Israël, interrogé sur la question, un porte parole de l'armée a refusé tout commentaire.³

Depuis le début Israël a toujours suivi une politique ambiguë concernant son programme et son arsenal nucléaire, ni confirmant ni niant la possession de ces armes, mais selon un rapport des agences de renseignement américaines, « L'Etat Hébreu » possède entre (60-80) ogives nucléaires qui représentent la seule vraie menace et non pas le programme iranien.⁴

Mais aujourd'hui les choses ont changé, les officiels israéliens proche du premier ministre recommandent expressément qu'Israël sorte de l'ambiguïté pour s'affirmer entant que puissance militaire dotée de l'arme nucléaire, le (27 Mai 2014) un article cosigné par le professeur israélien Louis René Beres et le G1 en retraite John Chain recommandent qu'Israël lève le voile sur son arsenal nucléaire capable de dissuader un futur Iran nucléaire.⁵

Chapitre 2 : Les guerres d'Israël, de la légitime de défense à la guerre contre le terrorisme

Le traumatisme de la shoah a enfermé la population israélienne dans un contexte sécuritaire comportant deux éléments essentiels dans la stratégie de défense d'Israël « Bitakhon (Sécurité) et Tzadkanout (Survie)», mais chaque stratégie de défense est basée sur la menace, donc il faut d'abords définir cette menace ensuite les frontières de « L'Etat d'Israël » pour assurer la pérennité de l'Etat sioniste et la survie de sa population.

Remettre en cause les moyens de parvenir à la sécurité d'Israël depuis (1948) a toujours été un sujet hautement polémique tant pour la population israélienne que pour la communauté internationale, si les frontières israélo-égyptienne et israélo-jordanienne ont été sécurisées par les traités de paix (1979 – 1994), l'état d'urgence persiste toujours avec les voisins libanais, syriens et surtout de l'intérieur à Gaza.

¹ AFP, Syrie : Israël a visé un réacteur nucléaire, le Figaro, 24/12/2010

<http://www.lefigaro.fr/flash/actu/2010/12/24>

vue le 23/03/2016

² Virus Stuxnet a bloqué 1/5 des centrifugeuses iraniennes en (Novembre 2010) et a retardé l'Iran à fabriquer ses premières armes nucléaires, le virus est capable de faire sauter une centrale, les services secrets américains et israéliens ont collaboré pour développer Stuxnet fin(2009).

³ Nouvel Observateur et AFP, Israël s'en est pris aux nucléaires Syrien et Iranien, publié le 17 février 2011.

⁴ Georges Monbiot, C'est l'arsenal nucléaire d'Israël qui menace la sécurité du Moyen-Orient, The Guardian, Jeudi 22 Novembre 2007.

<http://www.alterinfo.net>

vue le 23/03/2016

⁵ Pierre Razoux, Vers une nouvelle posture nucléaire israélienne, Note de recherche stratégique N°9 , 9 Juin 2014, Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM), p 1-2/2.

Quand Israël gagnait toutes les guerres jusqu'en (1980), les revendications sécuritaires galvanisaient ses citoyens, mais aujourd'hui Israël peine à gagner une seule soit au Liban (1982, 2006), ou à Gaza (2009, 2012, 2014, 2021), la peur gagne la population et renforce l'intransigeance sécuritaire israélienne.¹ La dernière guerre (Mai 2021) a fait basculer toutes les spéculations futures sur le soi-disant 'puissance militaire israélienne' et les conséquences désastreuses de la guerre sur sa politique intérieure.

Section 1 : Menaces militaires d'où des frontières défendables pour la sécurité d'Israël

L'IDF (Israël Défense Forces) a dressé une liste des menaces militaires potentielles à Israël :

Menaces émanant des pays, Forces régionales, plan stratégique, menace nucléaire et terrorisme, on retiendra les menaces émanant des pays pour essayer de comprendre le concept des frontières défendables pour la sécurité d'Israël, puis nous traiterons la menace terroriste qui frappe non seulement Israël mais toute la région du monde arabe.

A – Les menaces émanant des pays :

- *Egypte* : Malgré que ce pays honore ses engagements des traités de paix de Camp David (1979), il est considéré comme pays ennemi à Israël pour deux raisons essentielles, la première concerne l'activisme islamique qui est profondément enraciné en Egypte, le deuxième point est l'acquisition et la modernisation de l'arsenal militaire égyptien, entre (2001-2004) l'Egypte a acheté des armes pour l'équivalent de (6,5) milliards de dollar en comparaison d'Israël qui a dépensé (4,4) milliard dollar.

- *Iran* : Selon Israël, ce pays est considéré comme l'un des plus grands de ses ennemis et des Etats-Unis, le programme nucléaire iranien est une vraie menace, mais aussi la menace des armes conventionnelles, et l'exportation du terrorisme à travers (Hamas et le Hezbollah), le GI Mohamed El Jafari a menacé d'éradiquer Israël en (Novembre 2014) en déclarant :

« La gamme de nos missiles couvre l'ensemble d'Israël aujourd'hui, cela signifie que la chute du régime sioniste qui va certainement venir bientôt », les services de renseignement indiquent que l'Iran possède le plus grand inventaire de missiles balistiques qui menacent les forces américaines, des alliés et des partenaires dans la région.

- *Arabie Saoudite* : Bien qu'elle constitue une menace minime envers Israël, les saoudiens accumulent un arsenal militaire ces dernières années incomparable surtout si le régime actuel vient de tomber entre les mains des opposants des Al Saoud et leurs alliés, des groupes terroristes comme Al Qaida ont essayé dans le passé sans succès, et sans oublier que (15/19) des pilotes du (11 septembre 2001) étaient des saoudiens.

- *Syrie* : considérée comme une menace militaire principale et immédiate, après les échecs successives des syriens dans les guerres de (1948 -1967-1973) face à Israël, la Syrie s'oriente vers une autre forme de guerre celle du financement des deux factions « Hamas - Hezbollah » considérées comme organisations terroristes par le régime sioniste, elle possède des armes de destruction massive pouvant menacer Israël, comme les armes chimiques que les Etats-Unis se sont chargés de les détruire, quand au nucléaire, Israël s'en est occupé en (2007), mais le plus menaçant, c'est le pacte Irano-Syrien de (2005- 2006) concernant le déploiement des armes iraniennes sur le sol syrien et la coopération contre les menaces communes.

¹ Sébastien Boussois, Op-cit, p 11.

- *Corée du Nord* : Une menace pour Israël dans la mesure où elle est l'un des principaux proliférateurs d'armes dans le monde, elle a vendu des missiles à l'Égypte, l'Iran, Libye, l'Irak et le Yémen de portée dépassant les (300) miles, premier partenaire de l'Iran dans le développement des Scud à longue portée plus de (1200km) et la fabrication des centrifugeuses à caractère nucléaire sans oublier la possibilité d'exporter de l'uranium enrichi.¹

B - Les frontières défendables, le garant de la sécurité d'Israël :

Chaque Etat souverain a le droit fondamental à des frontières défendables, et pour Israël la ligne verte celle des accords d'armistices de (1949) n'étaient qu'une frontière militaire séparent l'armée israélienne et celle de la Jordanie, elle n'a jamais constituée une frontière politique permanente.

Cette réalité a été la base de la résolution 242 du conseil de sécurité au lendemain de la guerre de (1967) et n'a pas exigé de TSAHAL le retrait complet et unilatéral de ces lignes, mais a affirmé qu'Israël devait se doter de « frontières sûres et reconnues » qui pourraient être différentes des lignes indéfendables d'avant la guerre.

Avant (1967) Israël était si étroite et vulnérable qu'il n'y avait que (12km) qui séparé les villes de la côte israélienne à la Cisjordanie et qui la mettait constamment sous la menace de l'invasion de l'ennemi, donc les dirigeants sionistes ont cherché de nouveaux tracés de frontières pour permettre à leur pays de se défendre par lui-même et d'avoir des frontières défendables pour assurer la sécurité du pays.² Mais les conséquences de cette logique de défense étaient et sont toujours catastrophiques tant pour l'occupant que pour l'occupé, la variable sécurité et défense a pris le dessus sur toute autre préoccupation dans la politique israélienne et dans l'imaginaire collectif, car chaque peur de se voir envahir, Israël grignote préventivement des territoires étrangers comme ce fût le cas de la guerre de 1967.³

En admettant indispensable le concept des « Frontières défendables » pour l'avenir et la sécurité d'Israël, on comprend la position de « L'Etat Hébreu » concernant le processus de paix engagé avec les autres Etats belligérants et qui s'est finalisé par les traités de paix avec l'Égypte, la Jordanie dans le cadre du principe de « la terre contre la paix » et d'autres pays arabes, Israël a sécurisé ses frontières avec l'Égypte après que cette dernière a récupéré le Sinaï, ainsi que la Jordanie, mais le cas est contraire avec la Cisjordanie et Gaza malgré les accords de paix (Oslo 1993), la question demeure toujours quand au refus israélien de sécuriser ses frontières dans le cadre de la solution de deux Etats pour le conflit israélo-palestinien.

Section 2 : La lutte pour la libération des territoires occupés ou menaces terroristes contre Israël

Israël reconnaît qu'il est difficile de définir le terrorisme et de tomber d'accord sur une seule définition, car comme le dit le vieil adage « Le terroriste de l'un est le combattant de la liberté d'un autre homme », on retiendra la définition suivante, celle de l'historien Walter Laqueur : «

¹ IDF :Forces de défenses israélienne, menaces militaires potentiels, Jewish Virtual Library, mise à jour, Iran (Oct 2015), Égypte (Août 2011), Arabie saoudite (Avr 2012), Syrie (Sep 2015), Corée du Nord (Avr 2012)

² Ouzy Dayan, frontières défendables pour l'avenir de la sécurité d'Israël, les revendications légitimes de l'Etat d'Israël pour une paix juste et viable, Rédaction en Anglais Dan Diker, Rédaction et éditions en Français Freedy Eytan, Jérusalem, Center for public affairs (JCPA), p 22.

<http://jcpa-lecape.org/wp-content/uploads/2012/04/frontieresdefendables.pdf>

vue le 01/03/2016

³ Sébastien Boussois, Op-cit, p 17.

Le terrorisme constitue l'usage illégitime de la force pour atteindre un objectif politique lorsque des innocents sont ciblés ».

Les gouvernements n'ont pas attendu Septembre 2001 pour engager un combat international contre le terrorisme, de la diplomatie à la coopération internationale, des sanctions économiques aux mesures de protection notamment militaires, des mesures efficaces à l'encontre des Etats soutenant le terrorisme comme le refus de l'assistance économique et militaire concernant le terrorisme islamique, des groupes radicaux ont essayé de déstabiliser l'Algérie, l'Egypte, L'Arabie et le Bahreïn ¹ et aujourd'hui c'est tout le monde arabe qui s'embrase, par contre et selon les Etats-Unis, le terrorisme d'Etat (Etats voyous - Rogue states) a régresser grâce aux sanctions sévères internationales, reste le terrorisme des groupes armés qui aujourd'hui a embrasé le monde arabe comme celui des groupes terroristes d'Al Qaeda et l'Etat islamique (EI).

A - Israël et la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes :

Selon Israël et depuis sa création, il a dû faire face à un terrorisme soutenu par les Etats de la région et cette donne est particulièrement menaçante, jusqu'à ce jour grâce à l'IDF qui a pu empêcher les contrebandes d'armes et les infiltrations des « forces hostiles » et grâce à la politique d'isolement de la Cisjordanie, celle-ci n'a pu devenir le théâtre mondial des Jihadistes comme l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie, la stratégie de l'isolement total s'avère très efficace.²

Depuis le retrait unilatéral d'Israël de la Bande de Gaza en (2005), Le trafic d'armes a fortement augmenté, et Gaza s'est transformée en véritable rampe de lancement des roquettes à portée croissante contre les localités israéliennes, ceux –ci dit que si Israël se retirerait de la vallée du Jourdain, la région pourrait devenir facilement un pôle d'attraction pour tous les groupes terroristes cherchant à s'infiltrer en Cisjordanie afin de s'associer à la guerre du Hamas contre Israël.³

L'IDF a établi une liste distinguant les organisations terroristes étrangères à celle du « terrorisme palestinien », l'Etat islamique (EI), Hezbollah, la fraternité musulmane et IHH ⁴ figurent parmi les organisations terroristes étrangères, quand au « terrorisme palestinien », les organisations terroristes majeurs sont :

Hamas, Jihad islamique, Brigade des martyres d'El Aqsa et bien d'autres, et dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, Israël a conçu une stratégie de défense globale :

1 - Les unités de forces spéciales israéliennes : Treize unités spécialisées constituent les forces terrestres, marines et de l'air, se sont les élites d'Israël qui ont accompli toutes les opérations militaires contre le terrorisme ciblant Israël, depuis la naissance de ce dernier, le front nord (Syrie-Liban) est surveillé par des unités spécialisées vue l'importance de cette ligne source de menaces et d'infractions venant des deux pays, ainsi que la bande de Gaza et la Cisjordanie.

2 - Israël s'est doté d'une législation anti-terroriste : Comme la loi (5762 – 2002) qui vise à réglementer l'incarcération des combattants illégaux et l'ordonnance N°33 du (23 Septembre 1948) sur la prévention du terrorisme et qui a été l'objet de trois amendements (1980, 1986, 1993).

¹ Jaques Fontanel, Guerres et conflit économique, office des publications universitaires, France, 2005, p 119.

² Ouzy Dayan, Op-cit, p 26.

³ Ibid, p 30-32.

⁴ IHH : Insani Yardim Vakfi, groupe islamiste de charité basé à Istanbul est considéré par Israël comme terroriste pour ses liens avec le Hamas.

3 - Israël a publié une liste d'opération militaire : Entrent dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la dernière opération fût «Bordure de protection » en (2014) contre Gaza, sans oublier les assassinats ciblés « des terroristes » selon Israël, la saisie d'armes illégales, la destruction des tunnels a Gaza et le blocus sur les territoires palestiniens occupés.

4 -Coopération internationale contre le terrorisme : Israël entretient des relations avec l'Inde depuis (1992), les deux pays se considèrent comme des démocraties isolées menacées par des voisins qui encouragent le terrorisme, donc ils voient leurs coopération comme un impératif stratégique.

La coopération avec les Etats-Unis est vitale et stratégique, les deux pays entretiennent des relations spécifiques (préserver les intérêts communs dans la région), depuis les attentats du (11septembre2001) Israël partage son expérience de la lutte contre le terrorisme avec les USA, et cette coopération continue toujours, l'administration américaine a envoyé en (2015) (15) membres des agences de sécurité et des services de police pour une formation dans le domaine.

B- L'arc de « menace terroriste » : Iran, Syrie et Liban :

Selon Israël, depuis l'irruption en (1979) d'un nouvel acteur politique dans la région l'islamisme a modifié la donne, Trent cinq ans plus tard la progression stupéfiante de l'Etat islamique (EI ou Daech) en Irak et en Syrie a fait exploser la géopolitique de la région.¹

Iran : Après avoir écarté le régime irakien de Saddam Hussein, le front irakien qui constitué une menace fût fermer à tout jamais, l'Iran première puissance militaire dans la région fournit les armes au Hezbollah et au Hamas (Deux organisations terroriste selon Israël), les armes voyagent à travers la Syrie jusqu'au Liban, aujourd'hui le Hamas possède des roquettes d'une portée de plus de (50km), lancée a partir de la Cisjordanie elles peuvent facilement atteindre le cœur d'Israël où (70%) de la population réside, il est donc vitale pour « l'Etat Hébreu » de contrôler la vallée du Jourdain.²

Après l'Opération « Pilier de défense », le chef du Hamas avait déclaré que l'Iran allait reconstruire Gaza ainsi que les tunnels détruits par Israël.³

Syrie –Liban : Armes et Aides militaires pour le Hezbollah et le Hamas acheminées de l'Iran vers la Syrie puis le Liban, ont conduit Israël à adopter la même stratégie avec la menace irakienne de Saddam Hussein.

Deuxième partie : Autres options dans la stratégie de défense de l'entité israélienne

L'obsession sécuritaire d'Israël peut s'expliquer par l'enchaînement de plusieurs éléments majeurs qui ont contribué à l'application de la politique de l'enfermement d'Israël sur lui-même, d'abord, la création du foyer national juif (1917) en Palestine a suscité une violente réaction de la part des autochtones qui ont refusé l'installation des colonies juives, puis la déclaration d'indépendance de « l'Etat d'Israël » en (1948) a entraîné le jeune Etat dans des conflits armés successifs avec les voisins arabes, force est de reconnaître que la politique expansionniste lui a permis de sécuriser ses frontières avec l'Egypte et la Jordanie, mais son retrait unilatéral de Gaza et du sud Liban a été interprété par une faiblesse d'où la guerre des roquettes lancés par le Hezbollah et le Hamas.

¹ Hamit BozarSlan, 1979 – 2015 Le Big Bang, De Sumer à Daech, Les collections de l'Histoire, N°69, p 69

² Ouzy Dayan, Op-cit, p 19.

³ Jerusalem post, 5 Avril 2005.

La politique de ségrégation pratiquée par Israël a conduit à l'explosion de la population palestinienne (Intifada I, II, III) une réaction suicidaire qui a fait des victimes civiles des deux cotés, aussi la multiplicité des menaces extérieures (L'Iran et l'Islamisme) ainsi que le blocage de la situation palestinienne ont conduit les dirigeants sionistes à adopter une stratégie d'enfermement, construction du Mur, installation du dogme Anti-missiles, coopération entre les services de renseignement israéliens et américains, protection absolue d'Israël par les groupes de pression et d'influence pro-israéliens, sans oublier la protection juridique sur le plan national et international.

Chapitre 1 : La politique de colonisation et la reconfiguration régionale

Aujourd'hui la région du Moyen-Orient est soumise à un nouveau découpage (reconfiguration régionale selon des zones d'influences entre les deux puissances USA et Russie), mais Israël continu à appliquer sa stratégie de sécurité et de défense planifiée bien avant ces événements, à chaque nouvelle menace il réagit en fonction de celle-ci optant pour la solution de l'enfermement, le Mur contre les attentats suicides, le dogme anti-missiles contre les roquettes, des révoltes arabes provoquer par l'occident dans le but d'éliminer les menaces extérieures, des lois anti-terroristes mais aussi anti-démocratiques votées à la Knesset, la sécurité prime toujours sur les questions économiques et sociales du pays, aussi, la construction des colonies juives dans les territoires palestiniens sont un moyen de défense et de survie pour Israël.

Section1 : Construction des colonies et usurpation des terres palestiniennes

Depuis la guerre des six jours (1967), la politique coloniale des dirigeants sionistes s'est orientée vers la colonisation de la Cisjordanie et de Gaza, jours après jours les colonies fragmentent les derniers îlots, après chaque démolition des maisons palestiniennes il y a reconstruction d'habitations pour des colons, la colonisation est l'obstacle majeur à la paix, malgré la condamnation des Nations Unies et de la communauté internationale les constructions continues jusqu'à ce jour en Cisjordanie et à Jérusalem East.

A - Illégalité des colonies juives sur les terres palestiniennes : Achévant la politique de séparation avec les palestiniens en les excluant volontairement des enclaves coloniales, les colonies fragilisent les relations entre palestiniens et israéliens en menaçant directement la sécurité d'Israël, malgré que cette dernière a toujours été conditionnée à l'existence des colonies ¹

Depuis (1967) et bien avant, les autorités israéliennes ont utilisé et mise en place une multitude de mécanisme législatif et bureaucratique complexe afin de parvenir au contrôle de la terre, mais au regard du droit international la saisie des terres telle que pratiquée par les autorités israéliennes est illégale, celle –ci ne sont pas en droit en tant que force occupante de faire de ces terres un usage exclusif qui ignorent les besoins de la population occupée celle –ci n'ayant pas accès, une illusion de légalité a été pourtant créé en dépit des dispositions internes au droit international.²

Les colons malgré eux ou en toute conscience sont devenus une arme de diversion efficace du sionisme, pourquoi ?, parce que le champ politique a construit un lien évident sensible entre

¹ Capucine Valbon, Droit international et colonisation israélienne, IRIS : Institut des relations Internationales Stratégiques, Observatoire des mutations politiques dans le Monde Arabe, Février 2015, p 1.

² Ibid, p 2.

occupation offensive et sécuritaire, entre enfermement préventif et ghettoïsation, la colonisation est un outil sécuritaire de plus, la colonie « Kfar Etzion » était le symbole de l'acte fondateur de la colonisation idéologique installée en (1927) puis abandonnée et détruite en (1929) et réinstallée en (1943), ce bloc de colonies est un symbole de la résistance puisqu'il finit de tomber face aux arabes et provoqua la mort de (240) juifs.¹

B - L'immigration juive (Aliyahs) vers la Palestine : La présence juive en Palestine a commencé vers la fin du XIXe et le début du XXe siècle, la première vague d'immigration (Aliyah 1, 1882 - 1903) a permis à (20000 -30000) colons juifs persécutés de s'installer en Palestine, les Aliyahs continuées de drainer des juifs vers la Palestine avec une moyenne de (5000 à 10000) colons par an sauf pour l'année (1935) où le pic a atteint (50000) après que le régime Nazi a pris le pouvoir en Allemagne.

Les colons sont installés sur des terres achetées par l'organisation sioniste mondiale avec l'objectif de combler le vide en Palestine, mais après la victoire de (1948) Israël a conquis plus de terre que celle mentionnée dans le plan de partage (1947), la guerre a aussi provoqué la fuite de plus de (750000) réfugiés palestiniens laissant derrière eux maisons et terres au profit des nouveaux colons.²

C - De la doctrine Allon aux accords d'Oslo : Entre (1967 et 1993) la politique d'Israël se focalise à trouver une formule selon laquelle l'Etat éviterait de gouverner les palestiniens sans revenir sur les fragiles lignes d'avant la guerre de (1967) qui sont des frontières indéfendables.

La doctrine Allon a permis à Israël de tracer une politique pragmatique basée sur l'exigence sécuritaire après la conquête des territoires en (1967), Le plan délimite la frontière de sécurité s'étendant de la vallée du Jourdain jusqu'aux pentes des montagnes désertiques, il conserve la souveraineté sur Jérusalem comme capitale unifiée d'Israël, ce plan a servi comme référence de sécurité à tous les gouvernements depuis (1967 - 1993).³

Aujourd'hui la stratégie territoriale et sécuritaire en Israël a pour objectif :

- *Un positionnement israélien sur les territoires stratégiques de la Cisjordanie :* mais peu peuplés, le rôle de ces colonies est défensif (Garder les frontières en cas de guerre ou d'attaques terroristes).
- *La greffe sur le territoire palestinien :* Depuis (1977) des colonies sont implantées dans des régions très peuplées, le but est de fragmenter la Cisjordanie en plusieurs îlots.
- *La segmentation du territoire palestinien :* Il s'agit d'encercler les grandes villes palestiniennes par des colonies pour marquer symboliquement la présence juive et créer une continuité entre les colonies juives en Cisjordanie.
- *Fragmentation de la Cisjordanie en trois zones :* Après les accords de Taba, ces zones sont devenues majoritairement sous contrôle de TSAHAL, ajoutant à tout cela la construction de la

¹ Sébastien Boussois, Op-cit, p 21.

² Hervé Amiot, Les implantations israéliennes en Cisjordanie (1) : Histoire de la présence juive en Palestine avant 1967, Les clés du Moyen-Orient, 18/09/2013, p 2-4/5.

www.lescledumoyenorient.com > Israël / Palestine

vue le 01/03/2016

³ Moshé Yaalon, Restaurer la sécurité est une priorité pour la paix, Les revendications légitimes de l'Etat d'Israël pour une paix juste et viable, , p 16

barrière de protection, installation des « Check points » pour contrôler les palestiniens, ainsi que la fragmentation du territoire à l'échelle locale (Routes réservées seulement aux colons).¹

Après les accords d'Oslo, Israël et depuis le début n'a jamais eu l'intention de reconnaître un Etat palestinien indépendant et viable à ses côtés constatant que :

- Le rythme des constructions des colonies ne ralentit pas, le gouvernement israélien construit même des routes de contournement pour les colons dans le but de les lier directement à Israël
- A. Sharon a encouragé les colons à s'emparer des collines de la Cisjordanie pour construire une centaine de colonies après un retrait unilatéral de la Bande de Gaza.
- En (2010), le rapport de l'organisation non gouvernementale juive B'tselem confirme la présence de (500000) colons juifs sur (42%) de la Cisjordanie.

Les accords d'Oslo avaient pour but de bloquer la situation concernant les négociations et la continuité des implantations jusqu'à l'arrivée à une situation d'où la solution de deux Etats est impossible vue l'imbrication des colonies en Cisjordanie.²

Section 2 : Le Mur de séparation et les printemps arabes dans la stratégie israélienne

Pour Israël, la barrière de sécurité est nécessaire pour la sécurité de la population israélienne, entre (2000 et 2005) des centaines d'attentats suicides et attaques terroristes ont tué une centaine de civils et blessés des milliers d'autres, la barrière de sécurité à proximité de la ligne verte a pour objectif de bloquer les infiltrations des « terroristes palestiniens » en Israël, ce dernier doit agir car l'autorité palestinienne a choisi la stratégie de la terreur contre des civils israéliens d'où la construction obligatoire du Mur pour rendre la tâche difficile des « terroristes » pour accéder en territoire israélien.³

Aussi, la disparition du bloc soviétique a coïncidé avec la guerre du Golfe (1990-1991), l'équilibre géopolitique sur la scène internationale absent, le président américain Bush annonça l'instauration du nouvel ordre mondial sous l'égide des Etats-Unis et ses alliés (Israël et les Etats satellites occidentaux), l'hégémonie américaine ne tarda pas à apparaître et la région du Moyen-Orient n'échappa pas à l'alliance Israélo –américaine d'intérêts communs, le pétrole pour les Etats-Unis et la sécurité pour Israël.

A - Barrière de protection ou enfermement : Selon les israéliens, le Mur répond au besoin fondamental de sécurité et la séparation constitue une mesure de légitime de défense, pour les palestiniens, le Mur confisque leurs terres les exproprie, les plaintes sont régulièrement déposées devant la cour suprême israélienne par les palestiniens et rarement celle-ci a invalidé le tracé initial du Mur, vue l'aspect sécuritaire avancé par les autorités, une fois le Mur achevé, (274000) palestiniens seront enclavés et (400000) séparés de leurs champs

¹ Hervé Amiot, Les implantations israéliennes en Cisjordanie (2) : Histoire d'une colonisation depuis 1967 Les clés du Moyen-Orient, 25/09/2013, p 2-4/5.

² Catherine Gouëset, Israël: Comprendre la colonisation des territoires occupés, L'Express, 26/09/2010, p2-5/5 <http://www.lexpress.fr> vue le 15/04/2016

³ Mitchell G. Bard, Cloture Ouest security Bank: context et vue d'ensemble, Jewish Virtual Library, Février 2016, p 1, 2/6. <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Peace/fence.html> vue le 30/03/2016

et leur travail, écoles, Hôpitaux, paradoxalement, (26000) palestiniens participent à la construction du Mur.¹

Mise à part la sécurité de la population israélienne, le concept de séparation par la clôture a été approuvé et appuyer par les partis religieux juifs sous des slogans comme « Nous ici eux la bas ou Nous chez nous eux chez eux » tous les moyens sont bons pour séparer « les personnes pures (les juifs) des personnes non pures (les palestiniens) », notion essentielle pour le juif qui doit être exempte de toutes souillures pour participer au culte judaïque.²

B -Le Mur de séparation devant la cour internationale de justice (CIJ) :

Dans un communiqué de presse de la CIJ, déclare l'édification du Mur par Israël dans le territoire palestinien occupé contraire au droit international, l'avis consultatif de la CIJ rendu à l'unanimité par (14) voix contre une, demande à Israël de mettre fin à l'édification de ce Mur, et de réparer les dommages causés par cette clôture illégale, et demande aux Etats de ne pas reconnaître la situation créée par le Mur.³ Le (9 Juillet 2014) le secrétaire général des Nations Unies a rappelé la nécessité de respecter le droit international et l'illégalité du Mur.

C - Les printemps arabes pour la sécurité d'Israël : Les événements du (11 septembre 2001) ont fourni l'argument adéquat pour éliminer les ennemis communs des deux pays, la guerre contre le terrorisme qui menace non seulement les Etats Unis mais aussi Israël est devenue la priorité du monde occidental, mais aussi faut-il d'abord démembrer le monde arabe après une recomposition de la région d'une façon qui ne pourra plus dans l'avenir menacer les intérêts des deux pays.

1 - Les Etats-Unis et les printemps arabes : Bien avant l'annonce du plan du Grand Moyen-Orient (GMO)⁴ par le président américain Bush. Jr, l'Administration américaine a créée « The Middle East Partnership » connu sous l'acronyme (MEPI) en (2002), programme qui renforce les citoyens du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord afin de développer des sociétés plurielles participatives et prospères, depuis sa création le MEPI est devenu un outil flexible pour un appui direct aux sociétés autochtones, cet appui est intégré directement à la diplomatie américaine, aujourd'hui l'organisation Middle East Briefing (MEB) confirme l'implication de la Maison Blanche dans les révolutions arabes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ceux-ci dit que les printemps arabes sont loin d'être des mouvements spontanés, mais bien une reconfiguration réfléchie et orchestrée par l'Administration américaine.⁵

2 – Les révoltes arabes ou le démantèlement de la Nation arabe : Selon Israël, depuis « la révolte des Jasmins » à Tunis, les rebellions se succèdent et les Etats du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont en effervescence révolutionnaire, les dictatures arabes se sont écroulées après des décennies de répression, et personne ne pourra prédire si l'alternance pourra rétablir

¹ Alexandra Novosseloff, La construction du Mur : De la protection à la séparation, Question N°28, la documentation française, la librairie du citoyen, p 1-2/2.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/israel-60-ans/construction-mur.shtml> vue le 01/04/2016

² Mathieu Le Quang, Op-cit, p 26.

³ Nations Unies, CIJ, couverture des réunions et communiqués de presse, CIJ/636, 9 juillet 2004.

⁴ GMO : lors du sommet du G8 à Sea Island en juin 2004 le plan GMO a été adopté par les dirigeants du G8, à l'initiative des Etats-Unis et les principaux puissances industrielles sous le nom de « Initiative pour le Moyen-Orient élargi et l'Afrique du nord » plu connu sous le nom de doctrine de Bush.

⁵ Sonia Baker, Le document secret qui prouve que le printemps arabe a été provoqué par les Etats-Unis, le Grand Soir, 13 juin 2014, p 1.

<http://www.legrandsoir.info/baker-sonia.html>

vue le 05/04/2016

la stabilité et quel sera le sort des autres régimes arabes, certes les démocraties vont dans le bon sens et suivent un courant positif dans l'intérêt du monde occidental, mais la mouvance islamique se renforce de plus en plus, la confrérie musulmane est omniprésente ainsi que la menace iranienne, toutes ces menaces risquent d'ébranler *les régimes arabes modérés de la Mauritanie au Golfe persique en passant par l'Arabie Saoudite*.¹

Le démantèlement de la Nation arabe avait été planifié juste après les accords de paix israélo-égyptienne (1979), Le plan « O. Yinon » publié dans la revue israélienne (Kivonim) en (Février 1982), L'article estime que l'intérêt de l'État hébreu est de favoriser la création, dans le monde arabe, de mini-États antagonistes trop faibles et trop divisés pour s'opposer efficacement à lui : « L'éclatement de la Syrie et de l'Irak en régions déterminées sur la base de critères ethniques ou religieux doit être, à long terme, un but prioritaire pour Israël, la première étape étant la destruction de la puissance militaire de ces États. [...] Riche en pétrole, et en proie à des luttes intestines, l'Irak est dans la ligne de mire israélienne. Sa dissolution serait, pour nous, plus importante que celle de la Syrie, car c'est lui qui représente à court terme, la plus sérieuse menace pour Israël. »

3 - Al Qaeda et DAESH dans la stratégie sécuritaire israélienne : En (2011) les printemps arabes se sont concentrés sur la démocratisation de l'Etat Nation et non pas sur le remodelage du Moyen-Orient comme au départ, mais en Syrie le printemps arabe s'est vite transformé en guerre civile qui a tout de suite tournée en guerre régionale dont le pivot est la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran.²

Ayant échouée à écarter le régime syrien de B. Assad et évitant une nouvelle expérience d'une coalition armée en Syrie comme celle engagée en Irak (2003), Les Etats-Unis et leurs alliés Israël ainsi que les Etats satellites occidentaux ont choisi un autre moyen, celui des groupes terroristes au Moyen-Orient, des groupes armés et entraînés par l'occident et prêt à changer de bannière quand il le faut, ce qui reste du groupe terroriste d'El Qaeda avec d'autres groupes radicaux devient Daech ou EI (Etat Islamique) qui très vite s'empare d'un territoire immense sous les regards du monde occidental.

Pour tous ces Etats, sauf pour la Syrie et l'Iran, Daech n'est pas leur ennemi principal, pour les Turks il y a d'abord l'indépendance des kurdes, les Chiites d'Irak cherchent une logique séparatiste que nationaliste et il ne reste aux Sunnites que l'adhésion à Daech, pour l'Arabie saoudite l'ennemi est l'Iran et l'effondrement de Daech profiterait aux Chiites, donc pour l'Arabie comme pour Israël Daech est une aubaine, il affaiblit la Syrie et surtout le Hezbollah l'ennemi juré d'Israël.³

D - Juridiquement, Quelle stratégie de défense ? : Sur le plan national : la politique sécuritaire israélienne a toujours essayé de garder un équilibre entre la sécurité et la liberté des citoyens, mais les événements du 11 septembre 2001 et la guerre contre le terrorisme déclenchée par les USA l'allié principal d'Israël, a enlisé le régime sioniste dans le même contexte, le président de l'autorité palestinienne « Arafat » est devenu « Ben Laden » d'Israël.

Donc loin de se soucier de l'équilibre « sécurité/liberté », le cas de la politique de sécurité adoptée par le législateur israélien concernant l'adoption de deux lois votées officiellement

¹ Freedy Eytan, La nouvelle donne géopolitique, Op-cit, p 6.

² Olivier Roy, Géopolitique du Chaos, Le Proche-Orient de Sumer à Daech, Les collections de l'Histoire, N°69, France, Octobre/ Décembre 2015, p 86.

³ Olivier Roy, Op-cit, p 90

pour des motifs sécuritaires et qui ont suscité des débats concernant leurs impacts sur les droits et les libertés, les lois concernant la citoyenneté et l'entrée en Israël qui limite l'octroi des permis de résidence ainsi que des procédures de naturalisation des personnes originaires des territoires palestiniens occupés, ainsi que l'amendement de la loi sur la citoyenneté qui vise à réglementer le processus de retrait de la citoyenneté pour trahison.¹

Sur le plan international : Vue les liens d'amitié indéfectibles entre les Etats Unis et Israël, ce dernier bénéficie devant la communauté internationale d'une protection inconditionnelle au niveau des Nations Unies, et en particulier au conseil de sécurité (l'organe compétent dans le maintien de la paix et la sécurité internationale), les Etats-Unis membre permanent disposant du droit de veto, veille à ce qu'aucune résolution ne soit adoptée par le conseil pouvant activer le chapitre VII de la charte des Nations Unies contre Israël « L'Etat occupant » pour toute exaction et violation du droit international et le droit international humanitaire.

Entre (1967 – 2011) Les Etats-Unis ont utilisé leurs vetos (42) fois pour empêcher la condamnation d'Israël par le conseil de sécurité,² le veto américain en faveur d'Israël exercé au conseil de sécurité du 1^{er} Juin 2018, (S/2018/516)³

A été suivi par un autre veto, le projet de résolution a été déposé au conseil de sécurité pour vote pendant la guerre de Gaza – Israël du 2021 mais a connu le même sort que ses précédents.

Chapitre 2 : Le renseignement et les groupes de pressions israéliens

Après la déclaration d'indépendance de « L'Etat d'Israël », le service de renseignement a été créé pour assurer la survie du jeune Etat, ce service a toujours occupé une place particulière au sein des gouvernements israéliens de gauche ou de droite, il est aussi considéré parmi les meilleurs services de renseignement au monde, nul ne se doute de la particularité de ces services concernant la politique sécuritaire d'Israël.

L'autre élément majeur dans la stratégie sécuritaire israélienne, les groupes de pression ou les Lobbys pro-israélien à travers le monde et aux Etats-Unis plus précisément, ces lobbys jouent un rôle déterminant quand à la participation à la politique sécuritaire en Israël.

Section 1 : Les services de renseignement ou l'assurance vie d'Israël

La situation politique, géographique et démographique d'Israël l'expose à d'éventuelles menaces de l'extérieure, petit pays de (8) millions d'habitants entourés de (300) millions de voisins majoritairement hostiles et qui se sont opposés à sa création, avec un sentiment de contestation permanent et en cas d'attaques militaires, Israël pourra être facilement rayé de la carte, les dirigeants sionistes le savent et pour éviter ce sort, ils doivent connaître le plutôt possible ce que lui préparent ses ennemis, et surtout pouvoir réduire à néant le développement de leurs forces armées afin que ces menaces ne voient jamais le jour, selon Israël, les groupes terroristes comme le Hamas, Hezbollah, Djihad islamique ou le nucléaire Iranien, sont des

¹ Shatton Weinblum, Déconstruire les politiques de sécurité en Israël, au delà du paradigme « liberté-sécurité » Politique et société, volume 30, N°03, 2011, p 23,24.

² Pascal Boniface, Vers la 4^e Guerre mondiale, éditions Armand –colin, Paris, 2005, p 167-172.

³ Nations Unies, conseil de sécurité, projets de résolutions ayant fait l'objet d'un veto au conseil de sécurité, (S/2018/516), 1^{er} Juin 2018.

menaces réelles et les dirigeants sionistes doivent choisir le bouclier (le renseignement) qui fera face à toutes ces menaces pour assurer la survie d'Israël.¹

Les services de Renseignement israéliens sont composés de Trois services principaux, chacun sa fonction et ses objectifs.

A - Le Mossad : (institut pour les renseignements et les affaires spéciales)

Ce service dépend du premier ministre israélien et s'occupe du Renseignement à l'étranger, créé officiellement le (13/12/1949), il est chargé du renseignement et des opérations à l'étranger, au fil des années le MOSSAD a élargi son domaine d'action comme la collecte des informations au-delà des frontières israéliennes, la prévention du développement de l'arme nucléaire par les ennemis d'Israël, prévention des actes terroristes contre des cibles israéliennes à l'étranger et planification des opérations spéciales à l'étranger comme la poursuite des criminels de guerre Nazi et les traduire devant la justice israélienne, ramener les juifs éthiopiens à la maison ainsi que la contribution majeure aux traités de paix avec l'Egypte et la Jordanie.²

Aujourd'hui, Le nouveau chef du MOSSAD « Y. Cohen » nommé en (2015) promet de lutter contre l'Islam extrémiste qui menace Israël et le monde entier, car le MOSSAD joue un rôle capital dans cette lutte.³

B - Shin Beth (Shabak) : Service qui dépend du Premier ministre, chargé de la sécurité intérieure du pays, lutte contre le terrorisme interne et externe, s'occupe du contre-espionnage et de la sécurité militaire ainsi que la protection rapprochée des hautes autorités et représentants diplomatiques israéliens, la sécurité des Aéroports et des territoires occupés relèvent aussi de leurs fonctions, et dans les secteurs où l'Armée s'est retirée, il mène la guerre contre « le terrorisme Palestinien » et fourni à l'armée les informations pour l'arrêt des Kamikazes avant qu'ils ne passent à l'action.

C- AMAN(renseignement militaire israélien.) :La direction du Renseignement est rattachée au Chef d'Etat Major de TSAHAL avec un effectif de (9000) hommes, ce service est le plus important, a pour mission la collecte et l'exploitation de l'information, dirige les opérations des forces spéciales en « Territoire ennemis », coordination du Renseignement entre les trois armées israéliennes et responsable du programme spatial ainsi que de la censure de la presse et de la sécurité de l'information afin d'éviter les divulgations d'informations relatives aux trois Armées d'Israël.⁴

D - Coopération des services de renseignements israélo-américain : Il existe une coopération spécifique entre les services secrets israéliens et américains et sans cette coopération, les opérations des services secrets israéliens ne pourront toutes connaître le succès qui les a qualifiés comme les meilleurs services de Renseignements au monde.⁵

Au lendemain de la guerre de (1973) le Pentagone a installé avec la collaboration des forces armées israéliennes une « équipe binationale de rassemblement de données », intégrée à

¹ Eric Denécé, Le renseignement clé de voute de la sécurité d'Israël, Politique internationale, La Revue N°146, Hivers 2015, p 1/5. Vue le 03/04/2016

http://www.politiqueinternationale.com/revue/article.php?id_revue=146&id=1362&content=synopsis

² IDF, Mossad, Jewish virtual library, Op-cit, p 1.

³ D W, Yossi Cohen nommé chef du MOSSAD, Tribune Juive, 19 Avril 2016, p 2/5.

<http://www.tribunejuive.info/israel/yossi-cohen-le-nouveau-chef-du-mossad> vue le 19/04/2016

⁴ Eric Denécé, Op-cit, p 2/5

⁵ Eric Denécé, David El Kaïm, Les services secrets israéliens, AMAN, MOSSAD, Shin Beth :Les meilleurs services du monde ? éditions Tallandier, Paris, 2014, p 20, 24.

l'échelon suprême aux groupes d'évaluation des systèmes d'armements du ministère américain de la défense, tous les travaux de l'équipe sont interdits aux étrangers sauf à Israël.

Mais le doute israélien persiste quand à cette coopération, et la CIA (Central intelligence agency), dans un rapport de (1979) divulgue l'espionnage du MOSSAD vis-à-vis de certains projets de défense secrète aux Etats-Unis et d'autres pays du monde occidental, ainsi l'affaire Pollard (1986) a démontré l'infiltration du système de sécurité américain par des services de Renseignement israélien.¹ Et récemment, malgré la promesse faite aux Etats-Unis, Israël a espionné les négociations américano-iraniennes sur le dossier nucléaire iranien et a communiqué des informations aux parlementaires de l'opposition, pour ce qui est du succès de la coopération des deux pays dans les opérations à l'étranger, nous avons l'opération « Sphinx » qui s'acheva de manière spectaculaire le (7 Juin 1981) quand les chasseurs bombardiers américains de l'aviation israélienne détruisent le réacteur nucléaire irakien à la périphérie de Bagdad², sans oublier les efforts des deux pays concernant le sabotage des centrifugeuses nucléaires iraniennes par le virus Stuxnet.

Section 2 : Le lobby pro-israélien, pilier de défense d'Israël

La base sociale du sionisme se trouve aux Etats Unis, elle représente une des sources du financement les plus importants, soutien matériel et politique pour « L'Etat d'Israël », les capacités énormes de la communauté juive américaine sont mises aux services du sionisme par la haute bourgeoisie d'affaires qui y exerce l'hégémonie et le sionisme a été capable de mettre la main sur la communauté juive américaine après avoir acquis le soutien des milieux influents (cité précédemment) qui ont joué et continu de jouer un rôle fondamental dans les organisations de cette communauté, cette bourgeoisie est représentée par « L'American Jewish Congress » du B'nai B'rith, synagogue, Mutuelles, clubs et organisations divers.³

Depuis la guerre de (1967), La politique des Etats Unis envers Israël a pris une tournure particulière, le soutien constant politique, militaire et économique n'a d'égale avec aucune autre nation jusqu'au point de compromettre non seulement la sécurité des Etats Unis mais aussi d'autres pays dans le reste du monde, ce soutien absolu s'explique par la pression des lobbys juifs pro-israélien et les lobbys pro-israélien sur les institutions de l'Etat ainsi que sur le peuple américain lui-même.

A - Lobby Juif pro-israélien : le pouvoir inégalé sur l'orientation de la politique des Etats-Unis :

Le lobby ou (Groupes de pression) utilise deux larges stratégies, d'abord son influence significative à Washington en faisant pression sur le congrès et le bureau exécutif quelque soit l'opinion d'un législateur ou d'un politicien, le lobby tente de faire que le soutien à Israël soit le « bon choix », en second lieu il s'assure que le discours public fait l'éloge d'Israël en répétant et en défendant son point de vue dans les débats politiques pour empêcher toute critiques de « l'Etat hébreu ».⁴

¹ GI Saad Eddine Chazly, Op-cit, p 112, 113.

² Claire Hoy, Victor Ostrovsky, MOSSAD, Un agent des services secrets israéliens parle, Rahma éditions, Alger, 1991, p 14, 15.

³ L'Irak aujourd'hui, Sionisme : source de financement et base sociale du sionisme, Revue politique semestrielle, N°21, du 5 au 20 Mars 1977, P 26.

⁴ John Meirsheimer, Steven Walt, le lobby israélien, The international Solidarity Movement, USA, 20 Mars 2006, p 5/10 <http://www.ism-france.org/analyses/Le-Lobby-Israelien-article-4470> vue 13/04/2016

A la tête de ces groupes de pressions, L'AIPAC ¹ l'organisation la plus puissante et la plus influente sur la politique américaine, et depuis la création d'Israël, les groupes de pressions pro-israéliens aux Etats-Unis luttent d'une façon démocratique pour les intérêts de ses membres au grand jour et à grand renfort de communication, le président américain Truman lui-même a justifié sa position pro-israélienne du fait que ses électeurs étaient des juifs et non des arabes.² Notons que le rôle principal de l'AIPAC est de soutenir la politique de « L'Etat Hébreu » quel qu'il soit de droite ou de gauche, puis se charge aux USA de lever des fonds pour les candidats américains à l'égard d'Israël sans oublier de se mobiliser contre les candidats qui auraient été hostile ou leur soutien aurait été jugé trop tiède à l'égard d'Israël.³

Généralement les juifs américains contribuent à (60%) des campagnes du parti démocrate et (40%) à celle des républicains, ils votent à (70%) démocrates et (30%) républicains, sauf dans deux cas exceptionnels, celui de R. Reagan qui a récolter (40%) des voix (pro-israélien) et B. Clinton en (1992) qui a battu tous les records avec (85%) des voix a cause de son attachement à Israël.⁴

Avec le pouvoir d'argent l'AIPAC forme le cœur de l'influence du lobby au Congrès, son succès revient à sa capacité de récompenser les législateurs et les candidats au Congrès qui soutiennent son ordre du jour et de punir ce qui le défi grâce à cette influence, il a aussi un pouvoir significatif sur l'exécutif bien que les électeurs juifs ne constituent que (3%) de la population américaine, mais ils font de grosses donations de campagne aux candidats des deux partis, et les démocrates à eux seuls reçoivent (60%) de l'argent de leur campagne.⁵

B - Le lobby pro-israélien et son influence sur la politique étrangère américaine : La politique étrangère des USA vis-à-vis d'Israël est dominée par l'alliance tripartite composée par les protestants évangéliques, les fondamentalistes et les républicains qui constituent la communauté chrétienne américaine, cette communauté chrétienne donne son soutien indéfectible à l'avenir d'Israël, l'intervention militaire américaine à l'étranger pour consacrer sa supériorité et la promotion du culte de la liberté et de la démocratie dans le monde, elle constitue la force majeure du pouvoir de la prise de décision au niveau de l'Administration américaine.

Convaincu du pouvoir des Protestants évangéliques surtout en politique étrangère, les dirigeants sionistes comme A. Sharon, M. Begin et I. Shamir ont réalisé le poids du soutien de cette communauté chrétienne envers Israël et son impacte sur la cause sioniste, quand au premier ministre Israélien B. Netanyahu, il a reconnu le soutien des dizaines de millions de protestants évangéliques à Israël.⁶

Ce lobby qui comprend des évangélistes chrétiens détient des sièges au Congrès, leur conviction religieuse est liée à la renaissance d'Israël et l'accomplissement d'une prophétie Biblique et soutiennent son agenda expansionniste : agir autrement pense-ils, seraient contraire à la volonté de dieu, sans oublier les non- juifs Néoconservateurs qui sont des fervents

¹ AIPAC : American Israël Public Affairs Committee est un lobby créé en 1951 aux États-Unis visant à soutenir Israël et l'idéologie sioniste.

² Antoine Sfeir, Vers l'Orient compliqué, éditions Sedia, Alger, 2008, p 43.

³ Pascal Boniface, Vers la 4^e Guerre mondiale, Op-cit, p 81.

⁴ Alain Gresh et Dominique Vidal, Op-cit, p 465.

⁵ John Meirsheimer, Steven Walt, Op-cit, p 6,7/10

⁶ Celia Belin, Les protestants évangéliques aux Etats-Unis et la politique étrangère américaine, Annuaire Français des Relations internationales, AFRI 2006, Volume VII, p 1-12.

défenseurs du soutien absolu à « L'Etat Hébreu », car dans son fonctionnement de base, le lobby israélien qui œuvre pour la défense et la sécurité d'Israël n'est pas différent des autres lobbys comme celui du textile, l'acier, des fermiers ou des lobbys ethniques, il n'y a rien d'abusif concernant les juifs américains et leurs alliés chrétiens à vouloir influencer la politique américaine en faveur de « L'Etat Hébreu », ce n'est pas une conspiration, mais ces groupes de pression font ce que font d'autres groupes, mais ils le font beaucoup mieux en comparaison des groupes d'intérêts pro-arabe pour autant qu'ils existent sont très faibles, ce qui rend la tâche plus facile aux lobbys pro-israélien.¹

Conclusion :

Israël a choisi une stratégie sécuritaire basée sur la performance de son armée et de son armement, des armes conventionnelles à l'arsenal nucléaire afin de sécuriser ses frontières contre les pays ennemis, ainsi des guerres expansionnistes et la conquête des territoires pour des frontières défendables assurant la survie de « L'Etat Hébreu ».

Une stratégie d'autodéfense refusant la présence militaire des pays amis et de toute force d'interposition de l'ONU, Israël a réussi à faire face aux menaces militaires des pays ennemis, mais sans succès aux menaces des organisations de résistance (Hamas et Hezbollah).

Qu'en aux autres moyens de sécurité intérieure adoptés par les dirigeants sionistes comme les colonies de peuplement et le Mur de séparation, n'ont fait que croître la ségrégation raciale envers les palestiniens d'un côté, et enfermer les israéliens de l'autre.

Sur le plan international, les printemps arabes provoqués pour protéger Israël ont échoué, le veto américain exercé abusivement en faveur d'Israël au conseil de sécurité commence à se restreindre et ne peut perdurer à jamais, la reprise des négociations sur le nucléaire iranien en 2021 ainsi que les accords Russe-étasuniens sur la crise syrienne, ont miné la stratégie sécuritaire israélienne.

Force est de reconnaître l'effort extraordinaire des services de renseignement israéliens qui ont permis la pérennité de l'Etat toutes ces décennies, mais le mérite revient au lobby juif pro-israélien qui grâce à son influence a permis l'installation des juifs puis la création d'Israël, ainsi que la survie de cet Etat et son expansion au-delà des frontières du plan de partage (1947), ils ont imposé à cet Etat un régime raciste, ségrégationniste détesté par tous les pays et qui projette dans le future proche l'annexion des territoires palestiniens occupés.

Echec du printemps arabe syrien avec la réélection en 2021 du président B. Al Assad, pour Israël les révoltes arabes substituent aux guerres conventionnelles afin d'éliminer toute menace à son existence, l'ennemi Iranien est toujours présent avec sa force militaire dans la région, en conséquence, Israël doit accepter l'hégémonie iranienne au détriment de celle des saoudiens pro-israélien au Moyen-Orient.

Si les objectifs de la stratégie sécuritaire israélienne sont la survie de « L'Etat Hébreu », de sa population et le maintien du statu quo du conflit israélo-palestinien, alors les objectifs ne sont pas atteints et la dernière guerre menée contre le Hamas à Gaza 2021 a fait basculer toutes les stratégies futures en faveur de la résistance populaire et armée palestinienne, sinon, Israël n'arrive toujours pas à instaurer la sécurité sur son territoire, ni à sécuriser ses frontières avec le

¹ John Meirsheimer, Steven Walt, Op-cit, p 6 /10

Liban et le Hezbollah est toujours prêt à répliquer à toute agression israélienne contre le Liban mais aussi contre les lieux saints à Jérusalem.

Cet échec de la stratégie sécuritaire israélienne n'a que deux solutions, soit accepter et reconnaître la viabilité d'un Etat palestinien souverain à ses côtés et conformément à la résolution 181(1947) de l'ONU sur le partage de la Palestine, soit continuer dans cette stratégie suicidaire qui aboutira à la disparition de « L'Etat d'Israël ».

Bibliographie :

A – Livres :

- 1- Boniface Pascal, De la guerre des étoiles aux printemps arabes, Armand Colin, IRIS éditions Paris, 2013.
- 2- Boniface Pascal, Vers la 4^e Guerre mondiale, éditions Armand –colin, Paris, 2005.
- 3- Chazly Saad Eddine, L'option militaire arabe, Traduit de l'Anglais par Yamina Hellal Entreprise nationale du livre, Alger, 1990.
- 4- Denécé Eric, El Kaïm David, Les services secrets israéliens, AMAN, MOSSAD, Shin Beth : Les meilleurs services du monde ? éditions Tallandier, Paris, 2014.
- 5- Fontanel Jaques, Guerres et conflit économique, office des publications universitaires, France 2005.
- 6- Gresh Alain et Vidal Dominique, les 100 clés du Proche-Orient, Nouvelle édition, Plurielle Espagne, 2011.
- 7- Hoy Claire, Ostrovsky Victor, MOSSAD, Un agent des services secrets israéliens parle Rahma éditions, Alger, 1991.
- 8- Sfeir Antoine, Vers l'orient compliqué, éditions Sedia, Alger, 2008.

B – Articles :

- 1-AFP, Syrie : Israël a visé un réacteur nucléaire, le Figaro, 24/12/2010.
<http://www.lefigaro.fr/flash/actu/2010/12/24>
- 2-Amiot Hervé, Les implantations israéliennes en Cisjordanie (1) : Histoire de la présence juive en Palestine avant 1967, Les clés du Moyen-Orient, 18/09/2013.
- 3-Amiot Hervé, Les implantations israéliennes en Cisjordanie (2) : Histoire d'une colonisation depuis 1967, Les clés du Moyen-Orient, 25/09/2013.
- 4-Baker Sonia, Le document secret qui prouve que le printemps arabe a été provoqué par les Etats-Unis, le Grand Soir, 13 juin 2014. <http://www.legrandsoir.info/baker-sonia.html>
- 5-Belin Celia, Les protestants évangéliques aux Etats-Unis et la politique étrangère américaine, Annuaire Français des Relations internationales, AFRI 2006, Volume VII.
- 6-Boussois Sébastien, Israël entre Quatre Murs : La politique sécuritaire dans l'impasse, Bruxelles, GRIP Groupe de recherche et d'informations sur la paix, 2014.
- 7-BozarSlan Hamit, 1979 – 2015 Le Big Bang, De Sumer à Daech, Les collections de l'Histoire, N°69.
- 8-D W, Yossi Cohen nommé chef du MOSSAD, Tribune Juive, 19 Avril 2016.
<http://www.tribunejuive.info/israel/yossi-cohen-le-nouveau-chef-du-mossad>
- 9-Dayan Ouzy, frontières défendables pour l'avenir de la sécurité d'Israël, les revendications légitimes de l'Etat d'Israël pour une paix juste et viable, Rédaction en Anglais Dan Diker, Rédaction et éditions en Français Freedy Eytan, Jérusalem, Center for public affairs (JCPA).
cpa-lecape.org/wp-content/uploads/2012/04/frontieresdefendables.pdf.

- 10-Denécé Eric, Le renseignement clé de voute de la sécurité d'Israël, Politique internationale, La Revue N°146, Hivers 2015. <http://www.politiqueinternationale.com>
- 11-Dieckoff Alain, Cohen Samy, Israël et son armée, Société et stratégie à l'heure des ruptures, Etudes de IRSEM Mai 2010 N°3, L'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire. <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/etudes/etude-de-l-irsem-n-3>
- 12-Eytan Freedy, La nouvelle donne géopolitique, Les revendications légitimes de l'Etat d'Israël pour une paix juste et viable, Centre des affaires publiques et de l'Etat – CAPE, Jérusalem for public affairs – JCPA, 2011.
- 13-G. Bard Mitchell, Cloture Ouest security Bank: contexte et vue d'ensemble, Jewish Virtual Library, Février 2016. <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Peace/fence.html>
- 14-Gouëset Catherine, Israël: Comprendre la colonisation des territoires occupés, L'Express 26/09/2010. <http://www.lexpress.fr>
- 15-Heinsohn Gunnar et Piper Daniel, Arab-israeli fatalities Rank 49/4, Adaptation française : Mairret Alain Jean, Front page magazine.com, 08 octobre.
- 16-IDF :Forces de défenses israélienne, menaces militaires potentiels, Jewish Virtual Library, mise à jour, Iran (Oct 2015), Egypte (Août 2011), Arabie saoudite (Avr 2012), Syrie (Sep 2015), Corée du Nord (Avr 2012). http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Society_& Culture/IDFtoc.html
- 17-Küng Agnes, l'industrie d'armes et de sécurité israélienne, Palestina info, Numéro spécial, BDS Suisse en collaboration avec Palestine solidarité, région Basel, 15 Janvier 2014.
- 18-L'Irak aujourd'hui, Sionisme : source de financement et base sociale du sionisme, Revue politique semestrielle, N°21, du 5 au 20 Mars 1977.
- 19-Le Quang Mathieu, Israël/Palestine : Le Mur contre la paix, Séminaire « crises et relations internationales », université Lyon 2, institut d'études politiques de Lyon, année universitaire 2004/2005.
- 20-Me'ir Pa'il, Les organisations juives de défense : l'évolution de l'armée de défense juive en Palestine, Source : Ministère israélien des affaires étrangère, jewish virtual library.
- 21-Meirsheimer John, Walt Steven, le lobby israélien, The international Solidarity Movment, USA, 20 Mars 2006, p 5/10 <http://www.ism-france.org/analyses/Le-Lobby-Israelien-article-4470>
- 22-Monbiot Georges, C'est l'arsenal nucléaire d'Israël qui menace la sécurité du Moyen-Orient, The Guardian, Jeudi 22 Novembre, 2007. <http://www.alterinfo.net>
- 23-Nouvel Observateur et AFP, Israël s'en est pris aux nucléaires Syrien et Iranien, publié le 17 février 2011.
- 24-Novosseloff Alexandra, La construction du Mur :De la protection à la séparation, Question N°28, la documentation française, la librairie du citoyen. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/israel-60-ans/construction-mur.shtml>
- 25-Razoux Pierre, Vers une nouvelle posture nucléaire israélienne, Note de recherche stratégique N°9 , 9 Juin 2014, Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM).
- 26-Roy Olivier, Géopolitique du Chaos, Le Proche-Orient de Sumer à Daech, Les collections de l'Histoire, N°69, France, 2015
- 27-Valbon Capucine, Droit international et colonisation israélienne, IRIS : Institut des relations Internationales Stratégiques, Observatoire des mutations politiques dans le Monde Arabe, Février 2015.

28-Weinblum Shatton, Déconstruire les politiques de sécurité en Israël, au delà du paradigme « liberté-sécurité », Politique et société, volume 30, N°03, 2011.

www.lesclesdumoyenorient.com › Israël / Palestine

29-Yaalon Moshé, Restaurer la sécurité est une priorité pour la paix, Les revendications légitimes de l'Etat d'Israël pour une paix juste et viable.

C – Documents des Nations Unies :

1 - Nations Unies, conseil de sécurité, projets de résolutions ayant fait l'objet d'un veto au conseil de sécurité, (S/2018/516), 1^{er} Juin 2018.

2 - Nations Unies, CIJ : Cour Internationale de Justice, couverture des réunions et communiqués de presse, CIJ/636, 9 juillet 2004.

<http://unispal.un.org/unispal.nsf/home.htm> .